

Développement du commerce extérieur : le Premier ministre rencontre des personnalités du business mondial

Le Premier ministre burkinabè, Christophe Joseph Marie Dabiré, a discuté avec deux responsables chargés respectivement du commerce international, d'industrie et des services de Genève, le jeudi 11 juin 2019.

Le chef du gouvernement burkinabè, Christophe Joseph Marie Dabiré, est en quête de partenaires commerciaux. Dans ce sens, il a accordé deux audiences, le 11 juin 2019, en marge de la 108e Conférence internationale du travail qui se déroule du 10 au 21 juin à Genève.

M. Dabiré a échangé avec la directrice exécutive du Centre du commerce international (CCI), Arancha Gonzalez, sur les possibilités qu'offre cette agence onusienne pour une plus grande participation du Burkina au commerce international. Le centre onusien exécute au compte du Burkina, un programme sur le mode éthique via lequel des acteurs du Faso Dan fani sont mis en lien avec les grands marchés de la mode dans le monde entier.

Le Premier ministre et son hôte ont « naturellement » discuté du développement de la filière coton mais aussi des autres filières porteuses burkinabè. Mme Gonzalez s'est dit éduquée par les produits d'habillement faits à base du coton local et produits par des artisans et stylistes locaux. Elle a rappelé qu'à la Journée internationale du coton à l'Organisation mondiale du commerce, le coton made in Burkina aura une place de choix. « Nous comptons faire un défilé de mode où nous aurons comme invité spécial, des stylistes qui font montrer au monde, les efforts que le Burkina fait pour produire plus de la valeur ajoutée locale », a-t-elle dit.

Invité aux négociations sur le commerce électronique

Les deux personnalités ont ensuite parlé de l'intégration commerciale en Afrique et de l'accord continental africain soutenu par le Centre international du commerce. En rappel, l'accord de libre-échange, signé et ratifié par le Burkina Faso, est entré en vigueur en mai dernier. Construit à l'image du marché commun européen, il est censé accroître le commerce-intra-africain de plus de 50%.

Le commerce électronique, un segment appelé en ce 21e siècle, a aussi été évoqué. « J'ai encouragé le Burkina Faso à prendre place dans les négociations en cours de l'organisation mondiale sur le commerce électronique », a confié Mme Gonzalez à sa sortie d'audience.

A la deuxième audience, avec le directeur général de **la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**, **Gilles Rufenacht**, les échanges ont porté sur des projets de coopération, essentiellement dans les domaines de l'agriculture, la santé et la formation professionnelle.

« Nous avons parlé de la production de tomate. Nous allons voir si certains entrepreneurs genevois sont prêts à développer avec des entrepreneurs burkinabè, des affaires », a expliqué M. Rufenacht. Il pense aussi qu'il va y avoir une coopération sanitaire à travers le Centre de traitement du cancer en projet au Burkina Faso.

Quant à la formation professionnelle, le directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève souhaite voir des étudiants burkinabè avec des bourses et des stages dans des entreprises genevoises pour s'imprégner de l'expérience locale et s'aguerir à la culture suisse de l'entreprise.

Ville de Genève

Il n'y aura pas d'audit forcé chez Pagani et Kanaan

Le Municipal voulait que les deux départements passent sur le grill. L'autorité de surveillance invalide sa décision. Encore

Chloé Dethurens
@ch_dethurens

Le Conseil municipal de la Ville de Genève accuse un nouveau revers. Sa décision de passer au peigne fin les départements de Sami Kanaan (Culture et Sport) et de Rémy Pagani (Constructions et Aménagement), où des tensions ont été dénoncées ces derniers mois, a été annulée. Malgré la véhémence des élus, dont certains sont en conflit ouvert avec l'Exécutif, l'audit demandé n'aura pas lieu. Sauf avis contraire des magistrats.

C'est une question de procédure: selon le Service des affaires communales (Safco), le Conseil municipal peut traiter du statut du personnel et de l'échelle des salaires, mais pas de la gestion des ressources humaines: celle-ci est exclusivement du ressort de l'Exécutif. À la fin du mois de mai, l'organe de contrôle des communes avait transformé les deux projets de délibération en résolutions. Et celles-ci n'ont qu'un caractère consultatif. En bref, les magistrats ont le choix d'en tenir compte ou pas.

Tensions et rumeurs

Le Municipal, par la voix des indépendants Pierre Gauthier et Stéphane Guex-Pierre mais aussi de la PLR Patricia Richard, a demandé que des audits soient menés sur les deux départements, face à de nombreuses tensions dénoncées au sein du personnel. Parfois avérées et déjà traitées, parfois de l'ordre de la rumeur. Selon la délibération votée, un budget de 100 000 francs doit être alloué au Contrôle financier (CFI) de la Ville, pour que celui-ci mandate une entreprise externe.



Sami Kanaan et Rémy Pagani ne verront pas leurs départements passés au crible, sauf volonté de leur part. PIERRE ABENSUR

Parmi les sites du Département de la culture et du sport (DCS) concernés par des difficultés au sein de leur effectif, on retrouve le Musée d'histoire naturelle, le Musée d'art et d'histoire ou encore la Bibliothèque d'art et d'archéologie, sans oublier la Bibliothèque de Genève et les bibliothèques municipales. Sur les

différents lieux, des mesures ont été prises.

Du côté du Département des constructions et de l'aménagement, conflits, malaises et difficultés avaient été dénoncés par une lettre anonyme envoyée en début d'année au Municipal. Des tensions réfutées par le magistrat responsable, Rémy Pagani, qui dé-

nonçait une campagne de diffamation.

Désormais libres de choisir, les conseillers administratifs suivront-ils la volonté du Délibératif? Pas sous cette forme, du côté de Sami Kanaan, chargé du DCS. «Je m'occupe déjà de ces problèmes au quotidien. Des audits sont en cours ou ont eu lieu dans plu-

sieurs domaines. Une rencontre avec les syndicats a eu lieu il y a peu, et des points de convergence concernant les préoccupations actuelles sont ressortis.» Le magistrat a par ailleurs déposé une note auprès de ses collègues pour faire avancer la question de la gestion des risques psychosociaux (conflits, burn-out, etc.) au travail.

Rémy Pagani, lui, est en train d'étudier les suites qu'il compte donner à la résolution du Municipal.

Les syndicats, de leur côté, accueillent l'idée d'un audit général avec plus ou moins d'intérêt. Le Syndicat des services publics (SSP) estime qu'il est nécessaire et attendu par certains employés, mais attend surtout que la politique des ressources de la Ville soit unifiée. Davantage qu'un audit, le SIT souhaite, lui, l'instauration de séances régulières avec le DCS. «Nous voulons pouvoir passer en revue les différentes mesures prises pour remédier aux dysfonctionnements», relève Valérie Buchs, secrétaire syndicale. Celle-ci souhaite également que la mise en place d'une politique de prévention des risques psychosociaux pour l'ensemble de la Ville de Genève s'accélère.

Vingt décisions invalidées

Plus que le fond, c'est la forme qui interpelle l'Exécutif. «Je regrette que le Conseil municipal n'entende pas l'Exécutif lorsque celui-ci lui affirme qu'une décision n'est pas de son ressort.» En effet, depuis le début de la législature, une vingtaine de décisions ont été invalidées ou modifiées par le Safco. Le retour au terme «promotions» pour la Fête des écoles ou encore la suppression des cartes de crédit des magistrats en font notamment partie. «Ceci montre bien que certaines demandes relèvent de la gesticulation politique et créent ainsi un climat délétère», déplore Sami Kanaan.

Pour l'ancien président du Conseil municipal, l'UDC Eric Bertinat, ces invalidations sont liées à «un contrôle très strict, voire politique, de nos décisions par le Canton. La loi sur l'administration des communes est complexe et nous sommes des politiciens de milice.» Le Service du Conseil municipal, quant à lui, est dépourvu de service juridique, note-t-il. Pour l'élu, il serait nécessaire de faire appel à un spécialiste pour défendre les conseillers municipaux face aux décisions de l'État. «Mais nous n'en avons pas les moyens.»

A l'épreuve de la vague violette

CONSEIL DES ÉTATS A gauche, les femmes veulent rebondir sur le succès de la grève du 14 juin. Elles espèrent notamment que la Chambre haute, qui doit prendre deux décisions importantes cette semaine, se montrera courageuse

MICHEL GUILLAUME, BERNE

@mfguillaume

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Après l'impressionnante et énergisante vague violette qui a déferlé sur la Suisse le 14 juin, les femmes socialistes tiennent à maintenir la pression. Sur le Conseil des Etats dans un premier temps, qui doit prendre deux décisions en matière d'égalité. A plus long terme, elles veulent relancer le débat sur la durée hebdomadaire et n'excluent pas de lancer une initiative populaire à ce sujet.

Les centaines de milliers de femmes qui se sont mobilisées d'une façon ou d'une autre vendredi dernier auront-elles une influence sur ce que les femmes de gauche appellent «un club de vieux messieurs»? Ce mercredi, le Conseil des Etats débat de la révision du droit de la société anonyme. Celle-ci inclut des «seuils de représentation» que toutes les sociétés cotées en bourse devront respecter: 30% de femmes dans les conseils d'administration et 20% dans les directions, comme l'ont approuvé le Conseil fédéral et le Conseil national.

Des valeurs cibles pour l'économie

Lors de sa séance du 17 mai dernier, une courte majorité de la Commission des affaires juridiques (formée d'élus PLR et PDC) de la Chambre haute a décidé de ne pas s'immiscer dans la conduite des entreprises. Elle est d'accord de viser l'objectif des 30% de femmes dans les conseils d'administration, mais en supprimant toute valeur cible dans les directions.

Même si elle se trouvait dans la minorité soutenant le projet du Conseil fédéral, Anne Seydoux-Christe (PDC/JU) veut encore y croire. «Je pense que la mobilisation massive des femmes dans la rue, puis la prise de position claire de Viola Amherd, auront un effet positif sur le débat», estime-t-elle. Dans la *NZZ am Sonntag*, la conseillère fédérale (PDC) a en effet pris une position claire: «Les quotas ne sont pas la mesure que je préfère, mais lorsqu'on n'avance pas, il faut parfois y recourir.»

Ce jeudi, le même Conseil des Etats doit débattre de l'initiative du syndicat Travail.Suisse, qui exige un congé paternité de quatre semaines

(20 jours). Non sans avoir procédé à sa propre procédure de consultation, sa Commission sociale (CSSS) a donné son feu vert à un contre-projet indirect portant sur deux semaines à prendre durant les six mois suivant la naissance de l'enfant. Les femmes progressistes ne savent plus si elles doivent s'en réjouir ou non. «Totale-ment insuffisant», relève Anne Seydoux-Christe, membre du comité d'initiative. «Dérisoire», se désole Irène Kälin (Les Verts/AG). «Je vais le voter à contrecœur, pour ne pas empêcher le compromis du compromis», déclare pour sa part la sénatrice Géraldine Savary (PS/VD).

Cruel retour à la réalité politique suisse pour les partisans de l'égalité. En août 2018, la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales a proposé un modèle de congé parental de 38 semaines.

Ce lundi, les femmes socialistes sont allées plus loin encore: «50 semaines, dont la moitié devrait être obligatoire», précise la coprésidente des femmes du Parti socialiste suisse Martine Docourt. «L'introduction d'un tel congé discriminerait moins les femmes à l'embauche. De plus, après

ce congé, lors de la reprise du travail, les deux parents devraient pouvoir conserver leur emploi précédent à un pourcentage inférieur», ajoute-t-elle.

Des listes paritaires obligatoires

Les femmes socialistes veulent aussi relancer la discussion sur le temps de travail hebdomadaire, de manière à inciter les hommes à prendre davantage de responsabilités dans les tâches domestiques. Elles n'ont cependant pas cité de chiffre précis, préférant d'abord provoquer une réflexion de fond. «Mais nous les femmes socialistes visons les 35 heures et n'excluons pas de lancer une initiative populaire si cela se révèle nécessaire», note Barbara Gysi, vice-présidente du Parti socialiste suisse.

Les socialistes ne sont pas les seuls à vouloir rebondir immédiatement sur

le franc succès qu'a connu la grève des femmes. Les Verts ont aussi déposé un bouquet d'interventions. Ainsi, Irène Kälin veut imposer à tous les partis des listes paritaires entre les hommes et les femmes. «C'est la manière la plus efficace de promouvoir les femmes en politique, car la société qui élit est plus progressiste que les partis», souligne-t-elle.

On s'en doute: ce genre d'interventions ne plaît pas à la droite, ni à l'UDC ni au PLR. «Nous ne donnons pas d'instructions aux partis cantonaux. Ce n'est pas dans notre ADN de faire une discrimination positive en faveur de qui que ce soit», note la responsable de communication du PLR en Suisse romande Fanny Noghero. En cette année 2019, la situation se présente d'ailleurs mieux que par le passé. «Nous avons pour l'instant 40% de femmes sur nos listes.» ■

EN CHIFFRES

Elections fédérales d'octobre

Dans les cantons romands, il y aura 41% de candidates contre 31% en 2015 sur les listes électorales.

Le PLR propose 40% de candidates, le PDC 35%, et l'UDC 20%.

La parité est atteinte pour le Parti socialiste et les Verts.

En Suisse alémanique, la représentation féminine dépassera également les 34% de 2015.



Au Palais fédéral lors de la grève des femmes. Le monde politique est désormais sous pression. (BÉATRICE DEVÈNES)



Des syndicalistes du monde entier sont venus donner de la voix à la place des Nations. MAGALI GIRARDIN

Des syndicats du monde entier somment l'OIT d'agir

la Tribune de Genève, 18.06.2019, p. 7

Lundi, 1500 syndicalistes ont manifesté pour exiger que l'Organisation internationale du travail lutte contre les inégalités

Événement inédit dans le paysage syndicaliste suisse: la place des Nations a été le théâtre ce lundi de la première manifestation des syndicats mondiaux, sous l'égide de la Confédération syndicale internationale (CSI). L'organisation faitière représente 267 millions de travailleurs affiliés aux syndicats dans 167 pays. Quelques jours après la célébration du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), les manifestants réclament qu'elle affermisses sa position face au patronat et aux gouvernements.

Si la Confédération générale du travail (CGT, France) est majoritaire, d'autres syndicats ont rallié Genève, parfois depuis le bout du monde: Japon, Ghana, Cameroun, Nigeria, Iran, Russie... Tous réclament des mesures offensives de l'OIT en matière de protection sociale, salariale et d'arbitrage avec les gouvernements. Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT et actuel administrateur au Bureau international du travail, déplore le renvoi des cas relevant de l'expertise de l'organisation à la justice nationale: «La mission de l'OIT, telle qu'elle a été conçue par les États et l'ONU, doit être respectée et réaffirmée. Sa légitimité est incontestable. C'est pour cela que nous sommes là: nous réclamons une justice sociale internationale.»

Dans la foulée du mouvement

mondial #MeToo, l'égalité est devenue le cheval de bataille des syndicats internationaux. Pour Karine Gambet, membre de la CGT, les conditions de travail déplorables au Cameroun, son pays d'origine, poussent les femmes à prendre les routes de l'exil: «Les syndicats sont interdits, le manque de travail, les violences et la mafia sont à l'origine de la misère. Il n'y a eu aucun progrès. J'attends de l'OIT qu'elle se fasse respecter dans ces zones de non-droit, pour garantir aux femmes une vie décente.»

La convergence des luttes

Les syndicats exigent une meilleure synergie entre les chaînes d'approvisionnement mondiales et les accords commerciaux internationaux, afin de limiter les bénéfices des multinationales au détriment des droits des travailleurs.

Colette Mazuir, 62 ans, originaire de France, est venue à Genève pour rappeler aux gouvernements de «remettre l'humain au centre des politiques internationales. Le mépris des classes dirigeantes à notre rencontre est intolérable.» Le droit de grève, remis en cause dans certains pays, la défense des travailleurs de l'économie informelle et l'interdiction du travail des enfants figurent en bonne place dans les revendications. Pour Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, ce rassemblement «est une chance unique de fixer des règles contraignantes qui garantiraient un socle de droits à tous les travailleurs».

Léa Sélini

[@LeaSelini](#)

Hotelplan se veut modérément optimiste

TOURISME. la filiale helvétique du voyageur de Migros table sur un repli des ventes de 2% pour l'ensemble de l'exercice décalé 2018/19.

Hotelplan Suisse, après un début d'année plutôt timide et une affirmation de la tendance aux réservations à court terme, évoque un bilan intermédiaire favorable. Mais les revenus restent actuellement inférieurs à ceux dégagés il y a un an.

«En raison de l'été chaud de l'année dernière en Suisse, nos clients se montrent hésitants quant à réserver des vacances d'été», a déclaré lundi à Zurich Daniel Bühlmann, responsable des opérations de la filiale helvétique du voyageur du géant orange, Hotelplan Suisse. Actuellement, cette dernière table sur un repli des ventes

de 2% pour l'ensemble de l'exercice 2018/19.

Malgré ce contexte difficile, l'entreprise ne prévoit pas d'actions de promotions en matière de prix, ces derniers affichant une grande dynamique au vu de leurs adaptations au jour le jour, a expliqué le responsable.

Durant la saison d'hiver, le chiffre d'affaires s'est certes hissé au niveau de la période correspondante de l'exercice précédent, a noté M. Bühlmann.

Mais pour cet été, les réservations s'inscrivent en repli de 4%. Et il sera bien difficile de compenser la baisse.

Si le voyageur du géant n'a pas dévoilé de chiffres, le patron de sa filiale helvétique a indiqué qu'ils correspondent aux montants inscrits au budget et que le résultat devrait aussi atteindre les chiffres noirs.

«Frileuses» en début d'année, les réservations pour les vacances de Pâques et de printemps affichaient une progression à la mi-mars.

Pour les vacances d'automne, les voyageurs s'intéressent tout particulièrement aux îles méditerranéennes. Ils ont ainsi réservé leur séjour près de six mois à l'avance, se focalisant principa-

lement sur la Grèce, l'Espagne et Chypre.

Les destinations comme la Turquie, la Tunisie et l'Égypte affichent quant à elles la plus forte augmentation en pourcentage par rapport à l'année dernière. Le secteur des voyages individuels et des séjours balnéaires long-courriers semble lui aussi porteur, en particulier vers les Caraïbes, l'océan Indien et la Thaïlande, les réservations pour la saison hivernale 2019/20 faisant déjà état d'une progression à deux chiffres du nombre de passagers au regard de l'année précédente.

Hotelplan Suisse observe en outre une demande accrue pour les vacances actives, notamment pour des séjours d'hélicoptère dans diverses destinations, des marathons de ski de fond ainsi que des tours accompagnés à vélo. L'unité est présente sur le marché helvétique via ses marques Globus Voyages, Travelhouse, Tourisme Pour Tous, Hotelplan et Vacances Migros.

Sur l'exercice décalé 2017/2018, clos fin octobre, le groupe Hotelplan avait essuyé une perte opérationnelle de 3 millions de francs, après un résultat positif de 5 millions douze mois plus tôt. – (awp)

La parahôtellerie a la cote en Suisse

TOURISME. Le secteur a comptabilisé en 2018 un total de 16,6 millions de nuitées, en hausse de 4,2% sur un an.

La parahôtellerie suisse séduit de plus en plus de clients. Ce secteur a comptabilisé en 2018 un total de 16,6 millions de nuitées, en hausse de 4,2% par rapport à 2017. Les hôtes suisses ont représenté plus de deux tiers de la demande, mais la progression a été la plus forte pour les touristes étrangers, selon les résultats définitifs de l'Office fédéral de la statistique (OFS). La région lémanique a été particulièrement attractive, tout comme les campings. Les hôtes suisses, qui représentent près de 70% des clients, ont passé 11,2 millions de nuitées dans des logements de vacances, campings ou auberges de jeunesse (+2,9%). La clientèle étrangère a progressé de 6,9% pour atteindre 5,4 millions d'unités. Ce sont les visiteurs d'Europe qui ont généré le plus de nuitées étrangères (4,5 millions, +6,7%), d'après l'OFS. Toutes les catégo-

ries d'hébergement ont profité de cette dynamique.

Cumulée aux résultats de l'hôtellerie, cette statistique permet d'obtenir un bilan complet de l'hébergement touristique en Suisse. En 2018, 55,4 millions de nuitées ont été comptabilisées en Suisse ce qui représente une hausse de 3,9% par rapport à 2017. Les visiteurs indigènes sont à l'origine de 28,6 millions de nuitées (+2,9%). De leur côté, les hôtes étrangers totalisent 26,8 millions d'unités (+5,0%).

En 2018, les logements de vacances exploités commercialement ont constitué la plus grande part des nuitées de la parahôtellerie (45,5% de la demande). Cela représente un total de 7,5 millions de nuitées (+2,9%). La demande indigène a reculé à 4,4 millions de nuitées (-1,1%) alors que la demande étrangère a atteint 3,2 millions (+8,9%). – (ats)

La Gruyère, version luxe

TOURISME Un complexe immobilier et hôtelier de haut standing sera construit dès cet automne sur le site du golf de Pont-la-Ville. Il sera l'unique cinq-étoiles du canton de Fribourg, qui attend beaucoup de ce projet à 350 millions de francs



YAN PAUCHARD
@YanPauchard

«Ce projet va permettre à Fribourg d'être promu en Ligue des champions!» Le conseiller d'Etat Olivier Curty, responsable de l'Economie, ne cache pas son enthousiasme, optant pour la métaphore footballistique afin d'évoquer l'impact sur le tourisme du futur Golf Resort La Gruyère. Un complexe immobilier et hôtelier de haut standing dont le premier coup de pioche sera donné en septembre de cette année sur l'actuel site du golf de Pont-la-Ville.

Les contours de la réalisation ont été dévoilés ce lundi devant les partenaires, les médias ainsi que de nombreux représentants du monde politique et économique. L'hôtel deviendra l'unique cinq-étoiles du canton, qui en est orphelin depuis la fermeture au printemps 2014 du Vieux Manoir de Meyriez, au bord du lac de Morat. «Un tel établissement manque cruellement, confirme Olivier Curty. Notre clientèle de luxe va aujourd'hui dormir à Berne ou sur l'Arc lémanique.»

Avec un investissement global de 350 millions pour un chantier de près de cinq ans – l'ensemble du programme sera achevé pour 2023 –, le complexe se veut résolument ambitieux. «J'ose le dire, c'est



Image de synthèse du projet de complexe hôtelier sur le golf de la Gruyère. (GOLF RESORT LA GRUYÈRE)

unique en Suisse!» s'enflamme Urs Müller, spécialiste en développement de projets hôteliers et directeur général du groupe Ben Golf Investissements, holding du projet Golf Resort La Gruyère.

«Il est en effet rare de trouver sur le même site, comme ici, un hôtel de luxe de 85 chambres, trois restaurants, dont une brasserie réservée à la gastronomie gruérienne, une trentaine de résidences hôtelières, un imposant spa wellness de près de 3000 m², un centre de séminaires, 135 appartements de haut standing (vendus en résidences principales et secondaires) et un beach club au bord du lac», détaillait-il. Sans oublier le golf existant

de 18 trous, qui sera agrandi et remodelé par l'architecte américain Robert Trent Jones Jr. – une référence dans le monde golfique – pour atteindre les standards internationaux (par 71) et accueillir des compétitions de niveau mondial.

Investisseur chinois

L'idée d'un tel complexe de luxe est née en 2009 lors d'un repas à Pont-la-Ville, partagé par Urs Müller et l'entrepreneur haut-savoyard Michel Benedetti. Tous deux sont alors convaincus du potentiel du lieu, au cœur d'une nature préservée, posé sur le flanc de la montagne au bord du lac de la Gruyère, à un jet de pierre de l'île

«Cette nouvelle offre permettra par exemple d'attirer davantage de séminaires»

DOMINIQUE DE BUMAN,
CONSEILLER NATIONAL

d'Ogoz. Il leur faudra dix ans pour faire aboutir leur projet. La négociation du plan d'aménagement de détail (PAD) avec la commune, le canton et la préfecture prendra quatre ans.

Après certaines réticences initiales, les autorités de Pont-la-Ville adhèrent à ce projet qui créera à terme quelque 160 emplois. Preuve du consensus, les différentes mises à l'enquête ne rencontreront aucune opposition. Mais il faudra néanmoins l'arrivée d'un nouvel investisseur, l'homme d'affaires chinois Yongjun Li, actif dans l'immobilier dans son pays et à l'international, pour débloquer la situation. Aujourd'hui, l'actionnariat du Golf Resort La Gruyère est composé d'Urs Müller et de son épouse Martine Müller (20%), de Soviar SA, la holding de la famille Benedetti (30%), ainsi que de Yongjun Li et sa famille (50%).

Pourtant, malgré un panorama à couper le souffle qui s'étend du sommet de la Berra à l'antenne du mont Gibloux, avec plus loin le Moléson, demeure la question de la rentabilité d'un tel «écrin de luxe» accolé à un paisible village gruérien de 600 habitants, situé en retrait du tronçon Bulle-Fribourg. Martine Müller, actionnaire et directrice marketing, balaie les doutes: «Le complexe n'est qu'à quelques minutes d'une entrée d'autoroute qui le relie à l'axe Lausanne-Berne. Aux portes du village historique de Gruyères, il est à moins d'une heure de destinations touristiques prisées comme Montreux ou Gstaad, tout en étant proche d'écoles privées de renom comme l'Institut Le Rosey ou l'Ecole hôtelière de Lausanne.»

Exploitant américain

Martine Müller précise qu'aujourd'hui, avec «une géopolitique agitée», la Suisse a une carte à jouer, apparaissant de plus en plus comme une destination sûre pour les grandes fortunes. Gage supplémentaire de l'attractivité du site, selon elle, c'est un groupe international renommé, Hyatt, qui exploitera l'hôtel. L'établissement fribourgeois sera d'ailleurs le premier de la marque Alila ouvert en Europe par la chaîne américaine. «Entre golf et spa, l'hôtel proposera une animation quatre saisons», se réjouit encore Urs Müller.

Président de la Fédération suisse du tourisme, le conseiller national fribourgeois Dominique de Buman se félicite enfin de la construction de ce complexe dont les effets se feront sentir au-delà des frontières de son canton: «C'est un instrument qui correspond à la mise à niveau nécessaire des équipements hôteliers de notre pays, dans une période où, paradoxalement, les Suisses préfèrent investir à l'étranger. Cette nouvelle offre permettra par exemple d'attirer davantage de séminaires ou de congrès et sera bénéfique à l'ensemble de la Suisse occidentale.» ■

Amazon, fabrique à milliardaires chinois

INTERNET Les parkas de Kevin Chiu se vendent comme des petits pains sur le portail américain d'e-commerce. Il fait partie des nombreux entrepreneurs chinois qui profitent de la plateforme pour vendre directement aux consommateurs occidentaux

JULIE ZAUGG, HONGKONG

C'est une parka vert olive légèrement *oversize*, avec de grandes poches et un capuchon bordé de laine. Elle existe aussi en bleu marine, en noir, en crème ou en gris. Et elle vaut 150 francs sur Amazon. Ce manteau est l'œuvre de Kevin Chiu, un petit entrepreneur de 32 ans basé à Jiaxing, une cité rurale au sud de Shanghai. «J'ai quitté mon emploi dans une société d'import-export en 2012 pour lancer un site d'e-commerce appelé Orolay, raconte-t-il. Et comme dans ma région il y a de nombreuses usines fabriquant des produits textiles à base de plumes de canard, j'ai décidé de miser sur une parka.»

Il avait aussi identifié un trou dans le marché. «Je voyais des marques comme Moncler ou Canada Goose vendre leurs manteaux à des prix exorbitants et je savais que je pourrais proposer un produit semblable bien moins cher, car les coûts de production ne sont pas très élevés», détaille-t-il. En Suisse, une parka Moncler vaut environ 825 francs. Pour éviter de mettre tous ses œufs dans le même panier, Kevin Chiu écoule aussi des chapeaux de pêche, des chaises de camping et des armoires sur son magasin Amazon.

Réussite fulgurante

Ses ventes ont commencé à décoller mi-2016. Tout est parti d'un article dans un média local new-yorkais, qui avait remarqué que le manteau Orolay était porté par plusieurs mères de famille huppées dans l'Upper East Side. Le *New York Times*, puis le blogueur Something Navy ont repris la news, qui est aussitôt devenue virale. «Depuis le début de l'année, nos ventes atteignent 5 millions de dollars par mois», glisse Kevin Chiu, légèrement incrédule. Sur Amazon, la parka d'Orolay a près de 7000 critiques.

Si 85% de ses clients se trouvent aux Etats-Unis, il vend aussi sa

parka au Canada, au Japon et en Europe. «J'ai même quelques clients en Suisse», dit-il. Il la décline désormais en plusieurs longueurs et épaisseurs et prévoit de lancer bientôt une ligne destinée aux hommes. «Pour pouvoir entreposer mes stocks et assurer une livraison rapide, j'ai dû ouvrir un entrepôt aux Etats-Unis et un autre à York, au Royaume-Uni», complète-t-il.

Kevin Chiu fait partie d'un nombre croissant de vendeurs chinois qui ont pris leurs quartiers sur Amazon. Ils représentent désormais 41% des marchands de la plateforme, contre 26% en 2016, selon Marketplace Pulse. Le groupe basé à Seattle a récemment mis sur pied un système pour permettre aux meilleurs – ceux dont les ventes atteignent au moins 10000 dollars – d'accéder à de petits crédits aux Etats-Unis.

«Les produits les plus populaires sont les vêtements, légers et faciles à envoyer par la poste, et les gadgets électroniques bas de gamme»

SHAUN REIN, FONDATEUR DE CHINA MARKET RESEARCH GROUP

Les géants chinois de l'e-commerce Alibaba et JD.com possèdent eux aussi des plateformes (AliExpress et Joybuy) destinées aux Chinois qui veulent vendre leurs produits à l'étranger. Wish, un portail basé à San Francisco, vend presque exclusivement des produits en provenance de l'Empire du Milieu. Mais Amazon reste le principal débouché pour ces entrepreneurs chinois de la toile.

«Les produits les plus populaires sont les vêtements, légers et faciles à envoyer par la poste, ainsi que les gadgets électroniques bas de gamme, comme les chargeurs pour téléphones portables», détaille Shaun Rein, le fondateur de la

firme d'intelligence économique China Market Research Group. Certains sont devenus incontournables, comme les batteries externes RAVPower de Sunvalley ou les écouteurs sans fil d'Anker.

Nombre de ces vendeurs proposent un assortiment d'une diversité ahurissante: les tournevis côtoient les pantalons de training, les *selfie sticks* et les gants de jardinage. «Lorsque vous achetez ce genre de biens, la marque vous importe peu», souligne l'expert. Ces marchands bénéficient d'un accès privilégié aux usines fabriquant ces biens, ce qui leur permet de les proposer à un prix imbattable. Un parc industriel à Shenzhen, au cœur du poumon manufacturier de la Chine, leur est même dédié.

«Ils évitent en outre les coûts liés à l'exploitation d'une chaîne de magasins en dur et aux nombreux intermédiaires dont les marques établies ne peuvent se passer pour importer des produits depuis la Chine», précise Shaun Rein. Cerise sur le gâteau, leurs biens ne sont pas soumis aux tarifs décrétés par Donald Trump, car ceux-ci ne s'appliquent pas aux petits envois de quelques centaines de dollars.

Course aux clients

Pour optimiser leurs ventes, certains vendeurs ont développé un arsenal de tactiques plus ou moins légales. Ils vont par exemple engager de faux acheteurs, qui vont acquérir leurs produits et y consacrer une critique positive, puis se les faire rembourser avec une commission oscillant entre 5 et 10 dollars. Ou alors se créer un compte sous pseudonyme chez Amazon, pour pouvoir acheter et laisser un commentaire négatif sur les biens de la concurrence.

Une nuée d'entreprises ont également vu le jour pour proposer des services *black hat*, le terme employé pour décrire les méthodes qui contreviennent au règlement d'Amazon. Pour quelques centaines de francs, ils proposent de manipuler l'URL d'un produit pour faire croire aux algorithmes de la plateforme que ce dernier a été mis dans le panier de nombreuses fois. L'objectif? Rejoindre la liste des best-sellers d'Amazon, une garantie de succès. ■



ALAIN JEANNET

@alainjeannet

Analyse

La Suisse plus forte que la Silicon Valley?

C'est l'histoire emblématique d'une entreprise valaisanne championne des machines à fabriquer les tubes pour le dentifrice et les cosmétiques. Jusqu'à récemment, l'objectif était d'augmenter sans cesse les cadences de production. Désormais, le directeur d'Aisa, Hugues-Vincent Roy, vise d'abord la flexibilité et l'autoréglage de ses équipements. Un système de *machine learning* développé avec l'Institut de recherche Idiap de Martigny (VS) permet de passer d'un type de tube à un autre en quelques minutes. Vive l'intelligence artificielle!

Pour un nombre croissant d'entreprises suisses comme Aisa, ce qu'on appelle la 4^e révolution industrielle est désormais une réalité tangible. Et c'est le mérite du livre *Industrie 4.0 – The Shapers* (Ed. Georg), piloté par Xavier Comtesse, le fondateur du premier consulat scientifique Swissnex à Boston, que de l'illustrer en une vingtaine d'exemples bien choisis.

A la fois portrait de groupe et ouvrage d'analyse, ce livre met en exergue quelques-unes des tendances technologiques et économiques qui sont le moteur de cette révolution. Il est le fruit d'un travail collectif assez unique amorcé par la Chambre du commerce et de l'industrie de Neuchâtel et son directeur, Florian Némethi. Une réflexion menée au sein du groupe *Manufacture Thinking*, fort désormais d'une trentaine de personnalités romandes.

L'enjeu du maintien d'un tissu industriel

Avec Apco Technologies, active dans le spatial et basée à Aigle (VD), on comprend comment la numérisation des usines permet de maintenir en Suisse un tissu industriel qui ne se réduit pas à des activités de recherche et de développement. La première leçon à retenir de ce livre, donc: les nouvelles technologies fondées sur les données et l'intelligence artificielle vont entraîner des disparitions d'emplois et la transformation de bon nombre de métiers. Elles contribueront aussi à la création de nouveaux jobs et au maintien d'un secteur industriel à forte valeur ajoutée, condition de la prospérité suisse.

Fruit d'un investissement de 500 millions de francs, la nouvelle usine de Novartis à Stein (AG) – qui emploie 2000 collaborateurs – pèse, elle, près de 10% des exportations suisses en valeur. Un chiffre hallucinant qui montre le bénéfice qu'il y a à maintenir en Suisse des activités en principe menacées de délocalisation. Voilà pour la grande industrie.

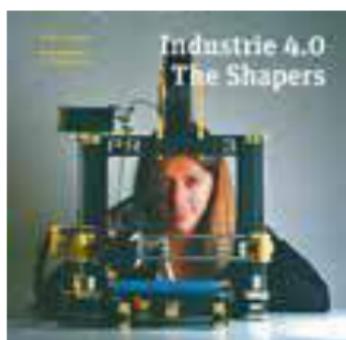
Autre exemple, à l'autre bout du spectre, les imprimantes 3D et ce qu'on appelle l'*additive manufacturing*. C'est l'émergence d'une nouvelle forme d'artisanat qui correspond bien à l'époque. Comme l'expliquent les auteurs du livre, on tendra de plus en plus à «imprimer» les produits près de leur lieu de consommation, plutôt que d'aller les faire fabriquer en Chine. Fini l'ère du bricolage, on est passé à des machines qui permettent désormais d'imprimer avec des métaux. Comme le fait l'entreprise 3D Precision, à Delémont.

Des frontières qui se brouillent

De manière générale, les frontières se brouillent entre les secteurs secondaire et tertiaire. Prenez l'internet des objets. Depuis quelques années, cette technologie est presque indissociable d'une économie connectée et toujours plus efficace dans l'utilisation des matières premières et de l'énergie. On assiste ainsi au développement de la maintenance prédictive et de l'industrie comme service («*industry as a service*»).

Cette transformation a lieu ici et maintenant, même si nous n'en sommes pas forcément conscients. Avec un pourcentage record de leur produit intérieur brut dans ces nouvelles industries, la Suisse et l'Allemagne font plutôt figure de pionniers. «Inutile d'aller dans la Silicon Valley pour assister au développement de l'industrie 4.0. On trouve dans notre région de nombreuses PME et start-up à fortes capacités d'innovation», souligne à juste titre Claudine Amstein, la directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie. Ce qui manque à la Suisse, c'est une vue d'ensemble et une politique d'accompagnement à la mesure de cette transformation historique.

Où est le Monsieur 4.0 ou la Madame 4.0 de la Confédération? s'interroge Hugo van Buel, le patron de Cla-Val. Cette entreprise vaudoise a fourni la vanne qui contrôle la pression du jet d'eau de Genève, elle a participé à la construction du plus haut gratte-ciel du monde à Dubaï et elle ambitionne d'être à la pointe dans la construction des villes dites «intelligentes». Le discours si typiquement helvétique sur les conditions-cadres ne lui suffit plus. Comme tant d'autres industriels, le patron de Cla-Val mérite d'être écouté. ■



Request Network lance sa première interface de programmation API

La fondation de Zoug a créé un protocole de décentralisation des paiements. En discussion avec la commission européenne et les gouvernements.

ELSA FLORET

La fondation à but non lucratif Request Network – créée à Zoug en 2017 – s'est donnée comme mission de devenir un réseau décentralisé mondial de demandes de paiement, qui permet d'effectuer tout type de transactions (facture, prêt, salaire, don, etc.), multidevises (fiat et crypto-monnaies), multilingue et multi-législations. Avec l'enregistrement de toutes les informations (transactions) dans un registre infalsifiable et ouvert, grâce à la technologie blockchain.

Après trois ans de R&D, la fondation commence à rencontrer les instances décideurs sur l'adoption de cette technologie blockchain.

Le système de rémunération est bâti sur un ensemble de services qui sont développés autour de ce protocole, le premier étant une interface de programmation API (application programming interface), lancée le 12 juin 2019.

A l'origine de Request Network, deux français Etienne Tatur et Christophe Lassuyt, qui ont créé un comparateur de système de transfert d'argent, Moneytis. Le projet s'est transformé en infrastructure blockchain, sous l'impulsion du Y Combinator, l'accélérateur de start-up prometteuses le plus connu au monde, qui a financé des projets comme AirBnB, Dropbox ou Coinbase, notamment.

Request Network a effectué une ICO (Initial coin offering) en octobre 2017, où 100.000 Ethers ont été levés pour une valeur d'environ 33 millions de dollars. Par environ 15.000 investisseurs, en majorité des Sud-Coréens, Français, Chinois et Russes. Zoug a été le premier canton à ac-



CHRISTOPHE FONTENEAU. «La fondation Request Network émet une technologie open source, le code est disponible et gratuit.»

cueillir en 2017, le siège de Request Network, qui s'y trouve toujours, complété depuis par un centre opérationnel à Amsterdam et un bureau à Singapour avec une vingtaine de collaborateurs dont une majorité de Français, travaillant aussi depuis Genève, Paris, Bruxelles, Amsterdam et New York.

Christophe Fonteneau, head of strategic partnerships chez Request Network est basé à Genève. Interview.

A quelle vitesse avance l'ambitieux projet de la fondation Request Network, qui veut créer une nouvelle infrastructure décentralisée de paiement?

Après trois ans de R&D, nous commençons à rencontrer les instances décideurs sur l'adoption de cette technologie blockchain. Nous faisons partie des développeurs de cette technologie (builders). Nous évitons les effets d'annonce et nous ne communiquons que lorsque nous avons ef-

fectivement avancé. Nous avons beaucoup de sujets en cours et avons comme interlocuteurs: la commission européenne, les gouvernements de Belgique, Lettonie, France, ou l'Etat de Genève. En France, nous sommes partenaires de PwC.

Quel est votre système de rémunération?

Tout d'abord, la fondation Request Network émet une technologie open source, le code est disponible et gratuit.

Le système de rémunération est bâti sur un ensemble de services qui sont développés autour de ce protocole, le premier étant une interface de programmation API (application programming interface) lancée le 12 juin 2019.

Quels sont les avantages du protocole Request Network?

Au niveau des entreprises, l'avantage du protocole Request Network pour les directions financières est de documenter chaque

transaction et d'introduire le concept de facture intelligente (smart invoice), qui donne des droits de lecture par ligne et dont le statut se met à jour automatiquement lorsque son paiement est effectué, il n'est plus nécessaire de réconcilier les factures et leurs paiements.

Au niveau des Etats et des gouvernements, notre protocole, compatible avec les législations des pays, permet d'intégrer directement un système de taxes, tel que la TVA ou encore les niveaux d'imposition.

Nous travaillons avec un pays européen sur un projet où la technologie Request pourrait être utilisée pour combattre la fraude sur l'IS (impôt des sociétés) et fraude à la TVA. La fraude à la TVA intercommunautaire coûte à l'Europe autour des 16 milliards d'euros par an.

Quelles sont les applications que vous visez en priorité?

Request Network, en tant qu'infrastructure globale permet aux systèmes comptables de partager des informations non seulement entre eux (interopérabilité des systèmes d'échange de factures tokenisées), mais aussi avec le système bancaire (via des requêtes de paiement).

Les utilisateurs cibles de la technologie sont les professionnels de la finance, en particulier facturation, paiement, comptabilité, audit sans oublier tous les acteurs du financement: banque et assurance-crédit.

Dans le cadre de la tokenisation de l'économie, notre technologie permet non seulement d'effectuer des transactions en jetons numériques (tokens), mais permet aussi de documenter chacune de ces transactions, afin de

les comptabiliser dans des systèmes comptables, ce qui est impossible encore aujourd'hui. Enfin, je voudrais aborder les premiers utilisateurs de cette technologie, l'ensemble des développeurs, qui construisent sur Request les applications financières de demain, avec des valeurs de transparence, d'intégrité et d'inclusion financière que nous portons.

«NOTRE PROTOCOLE COMPATIBLE AVEC LES LÉGISLATIONS DES PAYS, PERMET D'INTÉGRER DIRECTEMENT UN SYSTÈME DE TAXES, TEL QUE LA TVA OU LES IMPÔTS.»

Request Network a investi lors de la levée de fonds fin 2018 de la fintech genevoise WeCan dirigée par Vincent Pignon.

Nous sommes convaincus que le groupe WeCan a la capacité de livrer des projets de qualité dans le cadre de la tokenisation de l'économie. Leur maîtrise des technologies blockchain, telles que Request, associée à la compréhension des enjeux clients font de WeCan un partenaire de choix.

Genève veut se positionner comme un hub pour la blockchain. Quel est votre avis?

Genève possède tous les atouts. Son écosystème blockchain est dynamique et prometteur, avec des fintechs comme WeCan, soutenu par le canton. Preuve en est l'installation récente de Libra Networks par Facebook, pour développer ses services de paiement et de financement basés sur la blockchain et le big data. ■